

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de la Protection
de la Nature et de
l'Environnement

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

n° 15259-5

VU le code de l'environnement, et notamment l'article R 543-45

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21,

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés,

VU la circulaire du 22 décembre 2003 précisant certaines modalités de mise en œuvre des dispositions de l'arrêté précité,

VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2004 agréant la Société ALCYON Environnement Services, sise 1 bis rue Jean Sabourain à Saint-Louis-de-Montferrand pour le ramassage, le tri et le regroupement des pneumatiques usagés

VU la demande d'agrément présentée le 30 novembre 2007 par la société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES à Saint-Louis-de-Montferrand en vue d'effectuer l'ensemble des opérations de collecte de pneumatiques usagés,

VU le récépissé de déclaration d'installation classée délivré le 14 janvier 2004 à la société ALCYON pour une activité de tri, cisailage et stockage de pneumatiques à valoriser,

VU le récépissé de déclaration de transport par route de déchets délivré à la société ALCYON le 11 septembre 2003,

VU l'avis du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement en date du 18 janvier 2008,

VU l'avis du délégué régional de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en date du 27 février 2008,

VU la demande d'avis sur le dossier en date du 08 février 2008 adressée aux préfets de Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Lot-et-Garonne et Corrèze,

VU l'avis du préfet de Charente en date du 18 mars 2008,

VU l'avis du préfet de Charente-Maritime en date du 21 mars 2008,

VU l'avis du préfet de Dordogne en date du 05 mars 2008,

VU l'avis du préfet du Lot-et-Garonne en date du 27 février 2008,

VU l'avis du préfet de Corrèze en date du 12 février 2008,

CONSIDERANT que la demande d'agrément présentée par la société ALCYON à Saint-Louis-de-Montferrand comporte l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003,

CONSIDERANT la promesse d'engagement figurant à l'article 6.2 du contrat en date du 25 octobre 2007 passé entre la Société ALIAPUR et la société ALCYON Environnement Services pour la période du 1^{er} avril 2008 au 31 décembre 2010

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de Gironde,

ARRÊTE

Article 1.

La société ALCYON à Saint-Louis-de-Montferrand est agréée pour effectuer dans le département de la Gironde, l'ensemble des opérations de collecte de pneumatiques usagés décrites à l'article 1 de l'arrêté du 8 décembre 2003 susvisé.

La société ALCYON est agréée pour le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de Gironde, Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Corrèze et Lot et Garonne

L'agrément est délivré et valide **jusqu'au 31 décembre 2010**

Le bénéficiaire de l'agrément peut recourir aux services d'autres personnes liées à lui par contrat et agissant sous son contrôle et sa responsabilité.

Article 2.

La société ALCYON Environnement Services est tenue, dans les activités pour lesquelles elle est agréée de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans les cahiers des charges annexés au présent arrêté et à l'échéancier prévu à l'article 5 du présent arrêté, s'il existe un dépôt de pneus usagés sous peine de suspension ou de retrait de l'agrément selon les modalités prévues aux articles 8 et 9 de l'arrêté du 8 décembre 2003.

Article 3.

La société ALCYON Environnement Services doit faire parvenir au préfet les engagements confirmant les promesses d'engagements des producteurs ou des organismes créés conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 24 décembre 2002 susvisé dans un délai de **2 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, faute de quoi le présent agrément sera réputé caduc.

Article 4.

La société ALCYON Environnement Services doit aviser dans les meilleurs délais le préfet des modifications notables apportées aux éléments du dossier de demande d'agrément. Notamment, elle transmet au préfet les nouveaux contrats ou les avenants aux contrats la liant aux producteurs de

pneumatiques ou aux organismes mentionnés ci-dessus, ou à des tiers pour l'exécution des opérations de collecte.

Article 5.

La société ALCYON Environnement Services est tenue d'éliminer ou de faire éliminer les stocks de pneumatiques usagés dont elle disposait au 30 juin 2004 avant le 1^{er} juillet 2009. Dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, elle transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs d'élimination des stocks à ce jour.

Article 6.

Le présent agrément ne se substitue pas aux autorisations administratives dont la société ALCYON Environnement Services doit être pourvue dans le cadre des réglementations existantes. Le titulaire de l'agrément reste pleinement responsable de son exploitation dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur.

Article 7.

S'il souhaite en obtenir le renouvellement et trois mois au moins avant l'expiration de la validité de l'agrément, le collecteur transmet, dans les formes prévues aux articles 4 et 5 de l'arrêté du 8 décembre 2003 susvisé un nouveau dossier de demande d'agrément.

Article 8.

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ALCYON, 1 bis rue Jean Sabourain à Saint-Louis-de-Montferrand

Et qui sera adressé à

Messieurs les préfets de Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Lot-et-Garonne et Corrèze

Fait à BORDEAUX, le 15 AVR. 2009

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Bernard GONZALEZ

Annexe I :

Cahier des charges - Ramassage des pneumatique

Article 1er

Le collecteur ramasse dans chaque département où il est agréé tout lot de pneumatiques que les distributeurs ou détenteurs, définis à l'article 2 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, tiennent à sa disposition.

Les modalités de ramassage, notamment la taille minimale et la taille maximale des lots à ramasser et le délai d'enlèvement correspondant, sont fixés par les producteurs de pneumatiques, définis à l'article 2 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, ou par les organismes créés conformément aux dispositions de l'article 12 de ce décret.

Article 2

Le collecteur ramasse sans frais les pneumatiques des distributeurs et détenteurs, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 24 décembre 2002 susvisé et dans les conditions prévues à l'article 16 de ce décret.

Cette prestation de ramassage sans frais ne couvre ni la mise à disposition de capacités d'entreposage des pneumatiques pour les distributeurs et détenteurs ni les opérations nécessaires au maintien de la qualité de ces pneumatiques.

Article 3

Le collecteur ne remet ses pneumatiques qu'aux personnes qui exploitent des installations de tri et de regroupement agréées en application du présent arrêté, qui exploitent des installations agréées en application de l'article 10 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, qui effectuent le réemploi des pneumatiques, qui les utilisent pour des travaux publics, des travaux de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage ou qui exploitent toute autre installation d'élimination autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, le collecteur communique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente, les informations sur les tonnages ramassés et remis aux personnes mentionnées à l'article 3 de la présente annexe, en indiquant leur identité, leur adresse, la date de cession et, le cas échéant, leur numéro d'agrément.

Annexe II :

Cahier des charges – Regroupement et tri des pneumatiques

Article 1er

Le collecteur réceptionne, sur le site de regroupement et de tri qu'il exploite, tout lot de pneumatiques usagés qui lui est apporté par les collecteurs agréés pour le ramassage ou par les distributeurs ou détenteurs, définis à l'article 2 du décret du 24 décembre 2002 susvisé.

Article 2

Le collecteur dispose d'une surface et d'un volume de stockage appropriés, lui permettant, d'une part, de réceptionner, dans des conditions correctes, les pneumatiques avant leur tri et, d'autre part, de regrouper les pneumatiques triés par catégories et selon le mode de valorisation envisagé.

Article 3

Le collecteur ne peut stocker les pneumatiques collectés après le 29 décembre 2003 au-delà d'une durée de trois ans.

Article 4

Le collecteur isole les pneumatiques réceptionnés des déchets ou substances d'une autre nature.
Le collecteur trie les pneumatiques qui peuvent être réemployés ou rechapés en vue de les céder aux personnes qui les réemploient ou les rechapent.

Article 5

Le collecteur ne remet ses pneumatiques qu'aux personnes qui exploitent des installations agréées en application de l'article 10 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, qui effectuent le réemploi des pneumatiques, qui les utilisent pour des travaux publics, des travaux de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage ou qui exploitent toute autre installation d'élimination autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne.

Article 6

Le collecteur tient un registre précisant, outre le cas échéant le nom des autres collecteurs agréés qui déposent des pneumatiques dans son installation, les quantités déposées, avec le numéro des lots, la date de dépôt ainsi que la date à laquelle ces pneumatiques ont été remis aux personnes mentionnées à l'article 5 de la présente annexe. Ce registre comporte l'évaluation du stock de pneus établie mensuellement. Cette évaluation doit être mentionnée dans le registre au plus tard le dernier jour du mois suivant.

Article 7

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, le collecteur communique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente, les informations sur les tonnages remis aux personnes mentionnées à l'article 5 de la présente annexe, en indiquant leur identité, leur adresse, la date de cession, et, le cas échéant, leur numéro d'agrément.

